

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES



APPEL D'OFFRES n° 48/2021/ABHS

**Travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des stations
hydrologiques**

REGLEMENT DE CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES	4
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS	7
ARTICLE 10 : ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
ARTICLE 16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	10
ARTICLE 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 18 : VISITE DES LIEUX – REUNION D'INFORMATION	11

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le règlement de l'appel d'offre a été établi en vertu des dispositions du Décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret N° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au Décret N° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du Décret N° 2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet les travaux d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement des stations hydrologiques relevant de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Ces stations sont :

Nom de la station	Province	Coordonnées Lambert		Observation
Tabouda	Taounate	X=524 250	Y=461 600	Stations à reconstruire
My Ali Cherif	Kénitra	X=434 600	Y=459 150	
Kharouba	Taounate	X=496 630	Y=458 150	
Jorf Melha	Sidi Kacem	X=389 900	Y=429 400	
Ratba	Taounate	X=542 100	Y=467 600	
El Malha	Chefchaouen	X=532 200	Y=480 850	Stations à réhabiliter et à aménager
Lalla Mimouna	Kénitra	X=435 000	Y=472 600	
Bab Ounder	Taounate	X=579 500	Y=440 100	
Mechraa Belksiri	Sidi Kacem	X=448 350	Y=440 850	
Azib Soltane	Sidi Kacem	X=492 000	Y=413 900	
Zrarda	Taza	X=598330	Y=373400	

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;

- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées l'article 159 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, selon le cas.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

5-1 - Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du Décret N° 2-12-349 précité ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire d'un montant de Trente mille dirhams (30 000,00 DH);**
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret N° 2-12-349 précité.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixée à l'article 40 décret 2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent : ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme à la procuration légalisée lorsqu'il s'agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait du statut de la société et / ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il s'agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- b) L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par la Dahir portant loi n° 1-72- 184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assorti de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues au b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leurs validité

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (à fournir en original ou copie certifiée conforme à l'original);

5.2- Un dossier technique comprenant :

Les concurrents nationaux doivent produire les certificats de qualification et classification des entreprises BTP délivrées par le Ministère de l'Equipement (Copie certifiée conforme à l'original), faisant ressortir :

Secteur	Qualification	Classe minimale
A	A5	4

Les concurrents étrangers doivent fournir :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a été exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b. Les attestations, certifiées conformes à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les acheteurs publics ou privés des dites prestations avec indication de la nature des prestations objet du marché issu du présent AO, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

NB : Toute offre ne présentant pas les documents stipulés ci-avant sera automatiquement évincée.

5-3 - Offre financière :

L'offre financière doit comporter :

- l'acte d'engagement établi comme il est stipulé au §1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
- le bordereau des prix et le détail estimatif comme il est stipulé au §1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et le sous détail des prix unitaires demandés conformément au cadre de l'annexé au CPS.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffre et en toutes lettres.
Le montant du bordereau des prix et détail estimatif doit être libellé en chiffres.

NB :

Il convient de préciser que les soumissionnaires sont invités à respecter impérativement les indications citées en ce qui concerne la préparation et la présentation des données demandées pour le jugement des offres. Tout soumissionnaire ayant manqué à l'une des conditions exigées, sera automatiquement évincé.

5-4 - Pièces complémentaires (Dossier additif) :

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page par l'entrepreneur avec la mention manuscrite (lu et accepté sans réserve) et paraphé sur toutes les pages ;
- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

Dans le cas d'un groupement, pour l'ensemble des membres : Le dossier de l'appel d'offres paraphé à chaque page et signé en dernière page avec la mention manuscrite « **LU et ACCEPTE** » soit par les représentants qualifiés de chacune des entreprises constituant le groupement, soit par le mandataire s'il justifie son habilitation par procuration légalisée. Les signatures doivent porter l'empreinte du cachet officiel de la société.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres .

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le projet du cahier des prescriptions spéciales,
- Le modèle de l'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix et le détail estimatif,
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant,
- Le modèle de déclaration sur l'honneur,
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 décret 2-12-349 précité, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré et ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du §1 -2, alinéa 1, de l'article 20 du décret 2-12-349 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire.

ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne des prestations en lot unique.

ARTICLE 10 : ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Les concurrents pourront se procurer selon les dispositions du décret n° 2-12-349 gratuitement, le dossier d'appel d'offres auprès de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou - Fès.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres ou ayant téléchargé de dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou

par voie électronique Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de la réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard 3 jours (trois jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

- Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 5-1 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 5-2 ci-dessus) ;
- L'offre financière précitée (Cf. article 5-3 ci-dessus) ;
- Le dossier additif précité (Cf. article 5-4 ci-dessus) ;

- Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2.12.349 précité :

1- le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient deux enveloppes comprend chacune :

a- La première enveloppe :

Elle contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ainsi que le dossier additif, le cas échéant. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique".

b- La deuxième enveloppe :

Elle contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

3- Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente:

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Déposé par voie électronique via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma)

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 12 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et rappelées à l'article 12 ci-dessus.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévue ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leurs accords

par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage avant la date limite fixé par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa de l'article 33 du décret 2.12.349, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret N°2-12-349 précité. Les travaux de ladite commission se dérouleront comme suit conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40, 41, et 155 du Décret N° 2-12-349 précité.

L'examen des offres sera effectué en deux phases conformément aux stipulations du Décret N°2-12-349 précité.

La procédure de jugement des offres s'établit comme suit pour chacune des phases :

Phase 1 : Examens des dossiers administratifs et techniques

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et dans le dossier technique de chaque concurrent.

La commission s'assure de la conformité des offres par rapport aux stipulations du présent règlement, notamment les pièces du dossier administratif, celles du dossier technique et celles du dossier additif. La commission écarte :

- Les concurrents qui font l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions des articles 24 et 159 du décret n°2-12-349 précité.

- Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions en matière de présentation de leur dossier.
- Les concurrents ne disposants pas des conditions exigées dans l'article 5 (§5.2) du présent règlement de consultation seront automatiquement écartés.

Phase 2 : Examens des offres financières

Seules, seront examinées les offres financières des concurrents ayant été retenu à l'issu de la phase 1.

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserve des vérifications et applications des dispositions prévues à l'article 41 du décret n° 2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disante parmi les offres retenues après examen des dossiers administratifs et techniques.

ARTICLE 18 : VISITE DES LIEUX – REUNION D'INFORMATION

Il n'est pas prévu de visite des lieux dans le cadre de cet appel d'offres mais une réunion d'information au siège du MO.

La réunion d'information, qui sera organisée par le MO, a essentiellement pour but de permettre aux soumissionnaires de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières des travaux à réaliser et ce afin qu'ils puissent établir leurs offres en toute connaissance de cause.

Aussi et compte tenu du nombre important des stations objet du marché issu de cet appel d'offres et compte tenu de la spécificité des travaux à réaliser dans le cadre de ce marché, une réunion d'information sera organisée au siège du MO, conformément à l'article 23 du décret du 20 mars 2013 précité, à la date fixée par l'avis d'appel d'offres. La participation des candidats à cette réunion est obligatoire et nécessaire et ce pour leur permettre la prise en connaissance et l'appréciation des difficultés des travaux, de leurs situations, de leurs conditions d'exécution ainsi que pour la préparation des offres financières.

Il sera dressé un procès-verbal de la réunion qui mentionnera les participants et les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ce procès-verbal est publié dans le portail des marchés publics et communiqué séance tenante à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine.

Pour plus d'information et en cas de besoin, les candidats qui ont participé à la réunion sont autorisés à visiter les stations et les lieux où seront réalisés les travaux du présent appel d'offres.

MAITRE D'OUVRAGE

**La Directrice de l'Agence du
Bassin Hydraulique du Sebou
Par Interim
Signé Laila Misane**

Le soumissionnaire

Cachet et signature du soumissionnaire
Précédé de la mention manuscrite